

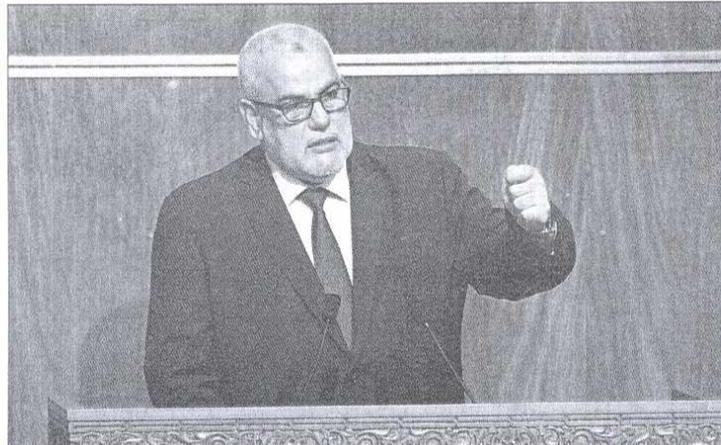
Gaz butane: La décompensation arrive

- L'approche est en cours de finalisation

- Les couches défavorisées seront épargnées

- Contribution libératoire: 10 milliards de DH attendus

C'EST officiel, après la décompensation des carburants, d'autres produits subventionnés vont passer à la caisse. C'est le cas du gaz butane qui coûte à l'Etat 14 milliards de DH par an, soit près de 1,5% du PIB. Lors de son exposé devant la Chambre des conseillers hier, consacré aux investissements et le pouvoir d'achat, Abdelilah Benkirane a reconnu que son gouvernement est en train de finaliser une approche pour lever



Abdelilah Benkirane n'a pas caché son étonnement lorsque le ministre de l'Economie et des Finances lui a présenté le niveau des investissements publics en hausse, projeté dans la loi de finances 2015. Il faudra améliorer leur contribution dans le développement économique et renforcer leur répartition géographique (Ph. Bziouat)

cette compensation. Ce nouveau schéma maintiendra le soutien aux couches défavorisées. D'autres bénéficiaires en seront privés. C'est le cas des restaurants, des

hôtels et de l'agriculture. Il a rappelé que le gouvernement paie 83 DH pour chaque bombonne de gaz achetée à 42 DH. Cette nouvelle approche sera également étendue au sucre subventionné à hauteur de 3,5 milliards de DH et à la farine nationale qui coûte à l'Etat 2 milliards de DH par an. Quant à l'importation du blé tendre,

même élan, il a lancé un appel aux Marocains pour investir dans ce secteur. Le gouvernement sera de leur côté, a-t-il promis. C'est comme cela que l'économie marocaine pourra concurrencer les pays émergents, dit-il. Pour lui, la fermeture d'une usine est une catastrophe puisqu'elle jette des familles entières dans la rue. Elle sape aussi l'image du Maroc à l'étranger.

Seulement, cela n'est pas suffisant. Il est impératif d'améliorer le climat des affaires et la compétitivité des entreprises. Pour cela, il est nécessaire de rétablir les équilibres macro-économiques. Comment peut-on attendre des investisseurs étrangers de se lancer dans des projets à moyen et long termes s'il n'y a pas une confiance parvenu à réduire de plus de 2 points le niveau du déficit budgétaire qui est passé de 7,3% en 2012 à 5,2% du PIB en 2013. Cette amélioration des indicateurs va continuer pour atteindre un déficit de

Le bras de fer se poursuit avec l'opposition

ABDELILAH Benkirane n'a pas raté son passage devant les conseillers pour tirer à boulets rouges sur les groupes de l'opposition. Il leur a reproché «d'empêcher le débat d'aller au fond des choses». C'est pour cela qu'il a estimé que «le Maroc connaît une crise d'opposition et non pas de gouvernement». Il a reconnu que plusieurs critiques qui ont été formulées sont bien fondées. Les groupes de l'opposition l'avaient interpellé sur plusieurs dossiers, dont notamment la faiblesse d'exécution des investissements ou des budgets réservés à certains fonds, comme celui des catastrophes naturelles. Mais pour Benkirane, son gouvernement mène une stratégie de réforme dont les fruits commencent à se faire sentir. C'est le cas notamment pour la lutte anti-corruption, avec le passage de la 91e à la 80e place dans le classement de Transparency International. □

l'Etat contribue indirectement à hauteur de 14 milliards de DH.

Le chef du gouvernement a profité de l'occasion pour annoncer une bonne nouvelle au sujet de la contribution libératoire qui devra s'achever fin décembre. Les fonds détenus à l'étranger qui ont fait l'objet de l'opération de contribution libératoire ont atteint 6 milliards de DH, un niveau supérieur par rapport aux attentes du ministre de l'Economie et des Finances qui avait tablé sur 5 milliards de DH. Abdelilah Benkirane est encore plus optimiste: «Nous espérons atteindre 10 milliards de DH».

Abdelilah Benkirane a également fait la promotion de «l'industrie, qui est la locomotive du développement, même si les autres secteurs comme le tourisme et l'agriculture sont importants». Dans le

4,9% en 2014 et 4,3% en 2015. L'objectif est de réaliser 3,5% du PIB à l'horizon 2016, pour être dans les normes, précise le chef du gouvernement. La même action a été menée en direction du «déficit de la balance des paiements qui est passé de 9,7% en 2012 à 7,6% en 2013 », a rappelé Abdelilah Benkirane. L'endettement n'est pas en reste. En 2015, il sera stable. En 2016, le gouvernement compte le réduire pour arriver à un niveau inférieur à 60% du PIB. Les mêmes efforts ont été menés pour améliorer les réserves en devises qui ont atteint 21,7 milliards de dollars, soit plus de 5 mois d'importations, contre à peine 4 mois auparavant. □

Mohamed CHAOU